

Connaissez-vous ce terrifiant traité préparé par l'OMS et l'UE pour vous imposer vaccins et Big Pharma ?

écrit par Docteur Dominique Schwander | 2 avril 2022



Les autorités et les médias nous cachent cet effrayant traité préparé par l'OMS. Il faut le faire connaître, voilà pourquoi j'en ai fait une version en français.

Dominique Schwander

Ce texte ci-après publié dans l'excellent journal des Chinois qui vivent aux USA et sont anticommunistes devrait tous nous convaincre qu'il est grand temps de mettre au rebut l'OMS, le WEF, l'OTAN et l'ONU.

Ce cauchemar de l'affaire Covid-19 ne se terminera-t-il donc

jamais?

Les peuples souverains des démocraties doivent dire NON. L'OMS est corrompue parce qu'elle reçoit des financements de Gates et d'autres qui ne font pas de notre santé une priorité. Il s'agit de nous contrôler, de contrôle mondial; les démocraties et leurs peuples souverains ne veulent pas et ne peuvent pas faire partie d'un tel traité et céder leur contrôle sur les questions de santé.

L'OMS a démontré son incompetence et sa corruption. Elle ne devrait pas se voir confier plus de pouvoir. Si vous faites confiance à l'OMS, vous êtes fou. Trump a eu raison de laisser tomber l'OMS. La sénile marionnette Biden et ses complices tels Macron, Berset, etc, ont fait l'erreur de nous y ramener alors que son directeur Tedros n'est qu'un communiste et un dictateur malfaisant à la solde du PCC et de gens comme Bill Gates et Soros.

Les personnes les plus à l'abri de cette « pandémie » Covid-19 et ayant la meilleure immunité naturelle sont les habitants des pays qui n'ont pas eu ou n'ont pas pu avoir les moyens d'acheter cette thérapie génique prophylactique insuffisamment étudiée, inefficace et dangereuse. Je parie que, dans le futur les résultats d'études scientifiques honnêtes, sérieuses et répétées le prouveront. N'oublions pas que la médecine a régulièrement été un outil pour les dictateurs et les communistes, rappelez-vous d'Hitler, de Karl Marx, de Staline, du PCC chinois...

Aucun gouvernement n'a le droit de céder nos droits de citoyens et nos libertés à l'OMS sans nous donner le droit de voter sur un tel « traité ». Un tel « traité » doit être soumis à l'approbation de tous les citoyens de chaque nation parce qu'aucun citoyen sensé et responsable n'a jamais donné à personne autorité sur son corps et ses décisions en matière

de santé.

Dominique Schwander

1 avril 2022

L'effrayante raison pour laquelle ils ne déclarent pas terminée la « pandémie » ou mieux dit l'affaire Covid-19

Par Joseph Mercola, 30 mars 2022

Publié dans [The Epoch Times](#)

Au cours des deux dernières années, au nom de la « sécurité » de tous contre l'infection au Coronavirus SARS-2, les mondialistes ont justifié leurs attaques sans précédent contre nos démocraties, nos Constitutions, nos libertés civiles et nos libertés individuelles, y compris le droit de chacun de choisir son propre traitement médical. Aujourd'hui, l'OMS veut rendre permanent son leadership et sa dominance acquise en matière de pandémie et l'étendre aux systèmes de soins de santé de toutes les nations.

Les négociations pour ce traité ont commencé le 3 mars 2022.(1) Comme le rapporte *The Pulse* (vidéo sur The Epoch Times)

« Dans le sillage de la pandémie COVID-19, l'Organisation mondiale de la santé propose un nouveau traité sur les pandémies qui, espère-t-elle, sera accepté par suffisamment de pays membres pour devenir une réalité d'ici 2024. »

Ce traité sur la pandémie est une menace directe pour la souveraineté de chaque nation à prendre des décisions pour elle-même et pour ses citoyens; ce traité érodera la

démocratie partout dans le monde.

Ce traité menace la souveraineté nationale

Comme l'indique *The Pulse*, « ce traité comporte un certain nombre d'éléments que les peuples souverains du monde doivent prendre en considération avant de s'engager dans cette voie ». Dans la vidéo présentée, Joe Martino de *The Pulse* s'entretient avec Shabnam Palesa Mohamed, membre du Comité directeur du *World Council for Health* (Conseil mondial de la santé), qui souligne que ce traité donne à l'OMS :

« ... une quantité démesurée de pouvoir pour prendre des décisions dans des pays souverains sur la façon dont les gens vivent, sur la façon dont ils se soignent et sur la façon dont ils gèrent les maladies, depuis les confinements jusqu'aux mandats sur les traitements. »

En bref, cet accord créerait une approche unique de la maladie, sans tenir compte de toutes les situations différentes qui existent dans les différents pays, alors que nous avons fait la preuve avec l'affaire Covid-19 et savons déjà que cela ne fonctionne pas. Ce traité est une menace directe pour la souveraineté d'une nation à prendre des décisions pour elle-même et ses citoyens; ce traité érodera la démocratie partout.

De plus, la participation à ce processus coûtera des millions de dollars à chaque pays membre. Comme l'explique Shabnam Palesa Mohamed, le traité devra passer par un processus de vote à l'*Assemblée mondiale de la santé* en 2023. Une majorité est nécessaire pour qu'il soit adopté et, s'il l'est, tous les pays membres seront liés par ce traité.

Le traité est « invalide et illégal »

Shabnam Palesa Mohamed s'inquiète également du fait que de nombreux pays ne sont même pas encore au courant de l'existence de ce traité et qu'il est possible que l'OMS tente d'en accélérer la mise en œuvre avant 2024, et ce sans participation ni consultation du public. « *C'est antidémocratique, c'est anticonstitutionnel et cela rend donc ce traité invalide et illégal* », dit-elle.

Nos gouvernants et les médias qui leur sont soumis ne nous en parlent pas et nous le cachent.

Elle souligne également les nombreux échecs de la politique de santé de l'OMS, qui sont « *intrinsèquement liés à des conflits d'intérêts.* » Dans une lettre ouverte sur Ce traité de l'OMS sur la pandémie, le Conseil mondial de la santé écrit notamment ce qui suit (2):

« *L'accord proposé par l'OMS est inutile et constitue une menace pour la souveraineté et les droits inaliénables des peuples souverains. Il accroît le pouvoir étouffant de l'OMS de déclarer des pandémies injustifiées, d'imposer des blocages déshumanisants et d'imposer des traitements coûteux, dangereux et inefficaces cela contre la volonté des gens.*

Le *Conseil mondial de la santé* estime que les populations ont le droit de participer à tout accord qui affecte leur vie, leurs moyens de subsistance, leur bien-être et leur santé.

A noter que l'OMS ne s'est pas engagée dans un processus de participation publique, ce qui prouve que sa priorité est de s'emparer de plus de pouvoir pour elle-même et ses complices dans des entreprises pharmaceutiques et de la santé, plutôt que de servir les intérêts des gens. Sans un processus démocratique impartial, tout accord de l'OMS, agissant par l'intermédiaire des Nations Unies, sera illégal, illégitime et non valable.

Historiquement, les dirigeants de l'OMS ont laissé tomber et méprisé le peuple. Parmi de nombreux exemples, elle a approuvé

le vaccin nocif H1N1 (grippe porcine) pour une pandémie déclarée de manière controversée.

De même, l'OMS a complètement échoué lors de l'affaire COVID-19, parce qu'elle a encouragé le confinement et des mesures dispendieuses et inutiles, supprimé/interdit les traitements préventifs et curatifs précoces et recommandé des interventions avec des produits pharmaceutiques et géniques qui se sont avérés ni sûrs ni efficaces.

L'OMS ne doit pas et ne peut pas être autorisée à contrôler l'agenda sanitaire mondial, ni à imposer la biosurveillance. Bien qu'elle reçoive des fonds de sources publiques appartenant aux peuples puisque payées par les contribuables, elle est prise dans un abominable et perpétuel conflit d'intérêts car elle reçoit également des fonds importants d'intérêts privés qui utilisent leurs contributions tant pour influencer les décisions et les mandats de l'OMS que pour en tirer profit.

Par exemple, la *Fondation Gates* et l'*Alliance GAVI pour la promotion des vaccins*, financées par Bill Gates, contribuent pour plus d'un milliard de dollars par an au « fonctionnement ». non démocratique de l'OMS.

Une autre préoccupation est le fait que lorsque des personnes sont lésées par les politiques de santé de l'OMS, il n'y a pas de responsabilité car l'OMS bénéficie de l'immunité diplomatique (!). Selon Shabnam Palesa Mohamed, « *l'OMS ne devrait plus prendre AUCUNE décision concernant la santé mondiale à l'avenir.* »

L'ultime prise de pouvoir

Comme l'a noté Martino, alors que le traité prétend être axé sur la planification et la réponse aux « pandémies », il est très sérieusement à craindre qu'il soit étendu à d'autres

domaines de la santé. Shabnam Palesa Mohamed est d'accord avec lui et affirme que le traité pourrait être élargi, en utilisant les compétences de l'OMS.

Comme l'a noté M. Martino, alors que le traité prétend être axé sur la planification et la réponse aux « pandémies », on craint sérieusement qu'il ne soit étendu à d'autres domaines de la santé. Shabnam Palesa Mohamedec est d'accord avec lui et affirme que le traité pourrait être étendu, en se basant sur la Constitution de l'OMS. L'article 2 de cette Constitution de l'OMS stipule :

« Pour atteindre son objectif, l'Organisation a pour fonctions : a) d'agir en tant qu'autorité directrice et coordinatrice de l'action sanitaire internationale... k) de proposer des conventions, des accords et des règlements, et de faire des recommandations sur les questions de santé internationale...s) établir et réviser, le cas échéant, les nomenclatures internationales des maladies, des causes de décès et des pratiques de santé publique ... v) d'une manière générale, prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre le but de l'Organisation. »

Son pouvoir est donc déjà très important; l'objectif de faire de l'OMS une dictature mondiale de la santé est quasiment inscrit dans sa Constitution (!). N'oubliez pas non plus que l'OMS a supprimé la spécificité des pertes massives de vies humaines de la définition d'une pandémie, de sorte qu'aujourd'hui une pandémie peut être à peu près n'importe quelle maladie qui survient dans plusieurs pays. Même l'obésité pourrait théoriquement en faire partie. L'OMS pourrait donc, si nos gouvernements lui en donne l'occasion, de revendiquer un pouvoir sur les systèmes de soins de santé de toutes les manières possibles.

Ce traité donnerait à l'OMS le pouvoir de rendre obligatoire

Le passeport vaccinal

Alors que la plupart des pays du monde sont plus que prêts à passer à autre chose et à classer cette abominable affaire Covid-19, l'OMS ne semble pas du tout disposée à lâcher prise. Un fonctionnaire de l'OMS a même récemment déclaré au *Ottawa Citizen* que la « pandémie » COVID-19 est encore « loin d'être terminée »(3).

Cette réticence à déclarer la pandémie terminée s'explique probablement par le fait que l'OMS espère obtenir le pouvoir de rendre obligatoires les passeports vaccinaux et les « vaccins » de thérapie génique prophylactique COVID dans le monde entier. Elle travaille déjà à la création d'un programme mondial de passeport vaccinal et d'identité numérique. Comme le rapporte WEBLYF (4).

Sous le couvert d'un « réseau de confiance », une autre initiative appelée *Vaccination Credential Initiative* (VCI) prend également de l'ampleur. En partenariat avec de grandes entreprises technologiques, de grandes sociétés et de « grandes » universités, la VCI se décrit comme « une coalition volontaire d'organisations publiques et privées qui s'engagent à donner aux individus l'accès à des informations cliniques vérifiables, y compris une copie fiable et vérifiable de leur dossier de vaccination sous forme numérique ou papier, en utilisant des normes ouvertes et interopérables ».

Les cartes de santé SMART de VCI, comme le rapporte *Off-Guardian*, sont déjà mises en œuvre par « 25 États américains, plus Porto Rico et DC, et sont devenues le passeport national de facto des États-Unis », comme l'explique l'article.

Le Gouvernement américain, contrairement à de nombreux pays européens, n'a pas émis son propre passeport officiel pour les vaccins, sachant qu'une telle initiative déplairait à l'opinion publique américaine de tendance libérale sans parler

de la question de la loi fédérale par rapport à celle des divers États des États Unis.

Les cartes SMART leur permettra de contourner ce problème. Elles ne sont techniquement mises en œuvre que par chaque État individuellement via des accords avec VCI, qui est techniquement qu'une entité privée. Cependant, étant donné que ces cartes SMART sont indirectement financées par le Gouvernement américain, « leur mise en œuvre dans tous les États en ferait une norme nationale, sauf de nom. »

Ce traité créera donc une censure mondiale de l'information sur la santé

Ce traité donnera également à l'OMS le pouvoir de censurer les informations sur la santé dans le monde entier. Sur la page web du *Conseil européen* consacrée au traité sur la pandémie, sous le titre « Rétablir la confiance dans le système de santé international », on peut lire :(5) « L'accord ... jettera les bases d'une meilleure communication et information des citoyens. La désinformation menace la confiance du public et risque de compromettre les interventions de santé publique. Pour regagner la confiance des citoyens, des mesures concrètes devraient être prévues pour améliorer le flux d'informations fiables et exactes ainsi que pour lutter contre la désinformation à l'échelle mondiale. »

En d'autres termes, en vertu de ce traité, nous pouvons nous attendre à une censure encore plus grande que celle que nous avons connue jusqu'à présent. Les entreprises technologiques telles que fesse de plouc ont déjà prouvé où se trouve leur allégeance, et ce n'est bien évidemment pas avec le public.

Google, Facebook, Twitter, Instagram et d'autres ont exclu à peu près tous ceux qui publient des informations sur la santé allant à l'encontre de ce que dit l'OMS, cela au mépris des données du monde réel et des faits vérifiables. Les

plateformes financières ont également banni des personnes pour la même raison. Imaginez maintenant qu'il existe un accord international contraignant qui rende toute cette censure obligatoire.

Vous pouvez en savoir plus sur *The Great Reset* sur le site du *Forum économique mondial* (6),(7) et dans le livre de Klaus Schwab, « *COVID-19 : The Great Reset* »(8) mais vous voudrez peut-être d'abord lire les commentaires extrêmement négatifs sur Amazon.

Comme le note un article du *Forum économique mondial* du 21 juillet 2020 (9), la dévastation économique causée par les arrêts de l'affaire Covid-19 « a eu le potentiel d'entraver la prospérité mondiale pour les générations à venir ». La réponse, selon le *Forum économique mondial*, est que les pays doivent s'assurer que le système économique est « *reconstruit en mieux* ».

Ne vous y trompez pas, ce slogan accrocheur fait partie intégrante du plan *Great Reset* et ne peut en être séparé, aussi altruiste qu'il puisse paraître. Une partie de la « *reconstruction en mieux* » consiste en réalité à faire basculer le système financier vers un système monétaire centralisé entièrement numérique, lié à un passeport vaccinal et/ou à un système d'identité numérique.

Ensemble, ils formeront un système omniprésent de contrôle social, parce que les comportements souhaités pourront être encouragés et les comportements indésirables découragés et réprimés par la perte de divers « privilèges », y compris l'accès à vos propres finances. Sachez que toute monnaie numérique peut même être programmée par son émetteur de sorte qu'elle ne puisse être utilisée que pour certains types d'achats ou de dépenses.

Bien qu'il sera très difficile d'arrêter ce train en marche qu'est la *Grande Réinitialisation*, une partie de notre défense

consiste à s'opposer et à empêcher ce traité de l'OMS sur les « pandémies » de devenir réalité, parce que nous perdrons notre souveraineté nationale si cela se produit.

Sources et références

- (1), (5) [European Council, Treaty on Pandemic Prevention and Preparedness](#)
- (2) [World Council for Health Open Letter March 2022](#)
- (3) [Ottawa Citizen March 18, 2022](#)
- (4) [Weblyf March 2022](#)
- (6) [WEF The Great Reset](#)
- (7) [WEF The Great Reset Highlights](#)
- (8) [COVID-19: The Great Reset \(PDF\)](#)
- (9) [World Economic Forum July 21, 2020](#)

Voir en complément l'article de Christine Tasin sur le même sujet :

<https://resistancerepublicaine.com/2022/02/12/macron-veran-lan-cent-l-union-de-la-sante-publique-a-lechelle-de-lunion-prelude-a-la-dictature-mondiale/>